

DU 2 FEVRIER AU 15 FEVRIER

La dizaine de Stéphane VIRY

Député des Vosges



LE MOT DU DÉPUTÉ

"La sécurité est un droit !"

La sécurité est une condition essentielle du bien-être, au même titre que la santé ou la qualité de l'environnement. La sécurité est un droit : chacun doit pouvoir marcher dans la rue sans craindre une agression ou partir en vacances sans risquer un cambriolage. Aucune rue ne saurait être une zone de non droit et les habitants des quartiers sensibles n'ont plus à être otages des délinquants.

Or, nous assistons à un véritable échec de l'Etat. En cinq ans, les coups et blessures volontaires ont augmenté de près de 40%. Et, sur la même période, les agressions sexuelles ont doublé.

Cette vague d'agressivité inquiète : un français sur cinq s'estime en insécurité. La tranquillité est pourtant une exigence. Ce n'est plus aux gens honnêtes d'avoir peur, c'est aux délinquants de craindre la justice.

Face à la banalisation de la violence et des incivilités, il est urgent de rétablir l'autorité de l'Etat. Nous devons donner à nos forces de l'ordre les moyens de mettre hors d'état de nuire ceux qui n'ont aucun respect pour la propriété privée et pour la tranquillité de nos quartiers.

La justice doit prendre sa part, avec des peines vraiment effectives et pour mettre un terme à cet insupportable sentiment d'impunité qui ronge notre société.

Je connais la force de l'engagement de nos forces de l'ordre dans les Vosges et je tiens à saluer leur abnégation et leur courage.

Fidèlement,

Stéphane VIRY

LE ZOOM DE LA DIZAINE

L'offre médicale pour les vosgiennes et les vosgiens

L'accès aux soins pour la population vosgienne est un sujet prioritaire, au coeur de mon action parlementaire.

Il ne se passe pas un jour sans que je sois sensibilisé, par mails ou par courriers, par des habitants du territoire inquiets de ne pas avoir de médecins traitants ou qui éprouvent des difficultés pour prendre rendez-vous avec des médecins spécialistes.

Pleinement conscient de tous ces enjeux, je suis bien sûr à l'écoute et au contact des avis des professionnels de santé locaux pour aborder les questions de l'installation de nouveaux médecins, les départs en retraite, la reprise des cabinets médicaux.

En parallèle, je suis attentif à toutes les initiatives prises par les communes et les collectivités pour renforcer l'offre médicale sur le territoire. J'y apporte mon soutien et mon concours, autant que possible.



CONTACTS & RDV AVEC LE DÉPUTÉ

11 rue de la Préfecture - 88000 EPINAL

contact@stephaneviry.fr

03.29.29.29.60



@StéphaneViry88

www.stephaneviry.fr



EN CIRCONSCRIPTION

AU CONTACT DES ETUDIANTS VOSGIENS

il y a quelques jours, j'ai organisé un temps d'échange convivial à la Maison de l'Etudiant à Epinal, avec des étudiants qui sont inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur spinaliens (ENSTIB, ESPE, faculté de sport, ESAL, IUT Hubert Curien, faculté de droit...).

Des étudiants pour lesquels je m'étais déjà mobilisé un an auparavant, en plein coeur de la crise sanitaire de la COVID-19, lorsque j'avais déposé au mois de janvier 2021 une proposition de résolution visant à "favoriser un retour accéléré des étudiants au sein des structures universitaires".

Je me suis mis une nouvelle fois à leur écoute sur des sujets qui les préoccupent et qui font leur quotidien tels que les formations universitaires spinaliennes, **l'égalité des chances**, les conséquences du Covid-19, la réussite éducative, la mobilité des étudiants... Des discussions très intéressantes avec ces jeunes, là encore, et des actions à entreprendre.



POUR ET AVEC LES FEMMES : LE TRAVAIL CONTINUE !



Jeudi 3 février à Epinal, rencontre annuelle avec la Présidente du Centre d'Information sur **les Droits des Femmes et des Familles** (CIDFF) des Vosges, des membres du Bureau et des salariés, au-delà des échanges réguliers que je peux avoir avec ce réseau associatif toute l'année.

Nous avons notamment évoqué la hausse des violences faites aux femmes en 2021 et les réponses apportées par le CIDFF pour les accompagner, l'insertion professionnelle de ces femmes, et les travaux menés au niveau national par la délégation femmes/hommes dont je suis membre.



Je travaille actuellement sur une mission parlementaire, en tant que rapporteur, sur le thème de «*la place des femmes dans l'action politique*». Pour le moment, j'ai eu des échanges sur ces questions avec l'Association des Maires Ruraux de France, les associations «*Elles aussi*» et «*Élues locales*», et le Haut Conseil à l'Egalité. Les travaux se poursuivent assidument.

LA FILIERE "BOIS" DANS LES VOSGES, UN VRAI ENJEU

Au delà des "Assises du bois et de la Forêt", organisées au niveau national auxquelles je participe, et de la co-présidence du groupe d'études "Bois-forêt" que j'assume à l'Assemblée nationale, j'ai récemment initié plusieurs tours de table informels dans les Vosges, sur la question de **l'avenir de la filière "Bois"**.

J'ai organisé une table ronde à Epinal avec des acteurs de la filière vosgienne pour parler du développement et de la pérennité des entreprises et des sujets tels que la ressource forestière, l'approvisionnement, les besoins des industries locales, l'exploitation raisonnée, l'utilisation du bois recyclé...

J'ai aussi provoqué une rencontre dans une entreprise à Chavelot, avec des jeunes entrepreneurs qui s'inquiètent de la pérennité de leurs entreprises, en raison des difficultés d'approvisionnement en matière (exemple des feuillus). Les besoins en bois augmentent, notamment parce qu'il y a de nouveaux types de consommations. Il faut mettre le bon bois au bon endroit ! Je vais intervenir pour alerter les pouvoirs publics sur ces difficultés.



Focus sur le groupe de travail sur "les travailleurs expérimentés"

Nouvelle séance de travail le 3 février à Epinal avec le Groupe de Travail sur **l'emploi des seniors** que j'ai initié dans les Vosges. Deux nouveaux opérateurs ont rejoint ce consortium (l'EPSAT et la CARSAT). L'objectif reste le même : permettre aux demandeurs d'emplois et chômeurs de longue durée, avec un suivi par un professionnel de l'insertion, de briser un certain nombre de freins à l'embauche. Ces différentes idées doivent bien sûr être soutenues par la création de PEC (parcours emploi compétence) ou de CIE (contrat initiative emploi) supplémentaires et spécifiques aux travailleurs expérimentés. Le soutien des entreprises est également indispensable pour que ce projet réussisse. A suivre...



À PARIS

PROTECTION DE L'ENFANCE : UN COMBAT PERMANENT

Mercredi dernier, j'ai été invité par l'association "*l'Enfant bleu*" à un moment de réflexion autour de **la protection de l'enfance**. Ce sujet est essentiel pour moi : j'ai déposé en décembre une proposition de résolution visant à créer un Code de l'enfance.



Les enfants sont l'avenir de notre pays. Ce sont eux qui détiennent les clés du progrès et nous devons les protéger. Au Parlement, nous avons voté la loi Taquet pour renforcer les outils de cette protection. Cette loi constitue un premier pas et permet de valoriser le rôle des familles d'accueil. Toutefois, elle doit être complétée.

Et le chemin à parcourir est encore long : tous les cinq jours, un enfant meurt de maltraitance en France. Durant le confinement, les signalements de mauvais traitements ont bondi de 35%. La priorité est de soutenir les associations qui aident quotidiennement les enfants et travaillent aux côtés des services sociaux. Je connais leur dévouement et je les aiderai du mieux que je le peux à l'Assemblée nationale et, sur le terrain, au Département.

LA SANTE : SUJET ESSENTIEL POUR LES FRANCAIS



Comme beaucoup de Français, je considère que la santé est un critère essentiel du bien-être individuel et collectif. Mardi dernier, lors d'une conférence donnée par l'association "*Coopération santé*", le professeur Philippe Juvin nous a apporté un précieux témoignage sur l'avenir de notre politique de santé.

Le parcours de soins est souvent un parcours du combattant : les délais de rendez-vous sont aberrants, l'accès aux spécialistes est difficile sans moyen de transport et les soignants sont fatigués de l'état de délabrement de l'hôpital public.

J'ai la conviction que, pour conforter la qualité des soins, nous devons améliorer les conditions de travail des soignants et leur offrir de nouvelles perspectives de carrière. Ensuite, la coopération entre les professionnels de santé doit être renforcée. Nous avons vu durant la crise sanitaire l'aide précieuse apportée par les pharmaciens. Continuons dans ce sens ! Nous devons également améliorer l'effort de prévention. Les travaux se poursuivent, le sujet l'exige.

UNE AUTRE FORME D'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ?

Dans le cadre des différents travaux que je peux conduire pour le compte du Groupe d'Etude sur l'Economie Sociale et Solidaire, avec mes collègues députés, nous avons auditionné ce vendredi 11 février Monsieur Youssef ACHOUR, Président du groupe Up (anciennement Chèque Déjeuner).



Ce groupe coopératif associe les bénéficiaires, entreprises, commerçants, pouvoirs publics, partenaires sociaux, organisations de l'économie sociale et solidaire pour trouver des équilibres à la consommation et **remettre "l'humain" au cœur de l'économie**.



Ce sont aujourd'hui plus de 700 sociétaires qui sont associés à la gouvernance et au pilotage du Groupe Up, qui a réussi à grandir malgré la crise sanitaire de la Covid-19. Des sujets nouveaux émergent tels que la distribution de titres de service aux étudiants et la coopération entre les structures de l'ESS et les collectivités. Une belle source d'inspiration.

Focus sur la hausse des prix de l'énergie pour les collectivités

La hausse des prix de l'énergie impacte tout le monde. Après avoir interpellé le Gouvernement la semaine dernière sur la conséquence de la hausse des prix de l'électricité pour les entreprises, je lui ai à nouveau adressé une question écrite cette semaine, pour l'alerter sur les conséquences de cette hausse pour les collectivités. Ces dernières, propriétaires de bâtiments, ont vu les prix de l'électricité décupler en quelques mois. Et **cette hausse de l'énergie a une incidence sur les finances locales**. Les communes auront des difficultés pour compenser cette augmentation du prix de l'énergie. Sans soutien de l'Etat, ce sont les projets d'investissements qui peuvent être remis en cause. Je demande donc une aide de la part du Gouvernement à destination des collectivités territoriales.

LES ACTIONS LÉGISLATIVES

Questions écrites :

- au **Ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance** au sujet des aides créées pour certains secteurs d'activité uniquement.
- au **Ministre délégué auprès du Ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, chargé des Comptes publics**, sur la hausse des prix de l'énergie et ses conséquences pour les collectivités territoriales.
- à la **Ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales**, au sujet de la limitation du nombre de participants à des formations d'élus, pour bénéficier du droit individuel à la formation.
- au **Ministre des Solidarités et de la Santé**, sur la mise en place de la prime de 100€ par mois, pour certains professionnels des services de réanimation et de soins critiques

Propositions de loi cosignées visant à :

- revaloriser le statut des accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH)
- faire reconnaître la dignité des personnes âgées dépendantes "Grande cause nationale"
- créer une carte de stationnement pour infirmier libéral
- protéger l'emploi, le savoir-faire et l'outil industriel dans les secteurs stratégiques et les matériaux critiques
- limiter le détournement des demandes de titre de séjour pour soins
- lutter contre la glossophobie

Courriers cosignés :

- au **Ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères** en faveur de l'adoption par la France d'un mécanisme d'enquête international et indépendant sur les violations des droits humains dans la région de Xinjiang en Chine
- au **Président de l'ARCOM** pour une meilleure accessibilité des débats politiques aux personnes sourdes et malentendantes

Questions au Gouvernement posées par mon groupe Les Républicains :

Mardi 8 février :

- l'attitude du Ministre de l'Intérieur
- la maltraitance dans certains EHPAD privés
- l'exécution des peines de prison
- la hausse du prix des carburants
- la réforme du lycée et le recul des mathématiques
- les difficultés dans les territoires ruraux
- l'utilisation du protoxyde d'azote

Mardi 15 février :

- les déserts médicaux
- le déficit commercial de la France
- la question énergétique dans notre pays
- la situation en Ukraine
- les prix de l'essence et le pouvoir d'achat des Français
- les inquiétudes des pêcheurs

Propositions de résolution cosignées :

- relative au contrôle parlementaire de l'enfouissement définitif des déchets situés dans le site de stockage Stocamine
- portant sur la dénonciation des faits et conséquences du coup d'Etat militaire du 1er février 2021 en Birmanie

MAIS AUSSI DANS CETTE DIZAINE ...

Mercredi 2 février :

- Réunion sur l'actualité de la persécution religieuse dans le monde en 2022 à l'égard des chrétiens
- Commission des affaires sociales : examen en seconde lecture de la proposition de loi visant à renforcer le droit à l'avortement
- Entretien avec le Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges à Epinal

Jeudi 3 février :

- Représentation de l'association « *Les Amis du théâtre populaire* » (ATP) à Epinal

Vendredi 4 février :

- Séquence de travail avec un groupement mutualiste (visioconférence)
- Réunion préparatoire à la commission permanente au Conseil Départemental
- Temps d'échange avec des pêcheurs de l'AAPPMA d'Epinal à Deyvillers

Lundi 14 février :

- Toute la matinée : préparation du rapport sur le thème de « *la place des femmes dans l'action politique* », dans le cadre de la délégation parlementaire aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, dont je suis membre
- Travail avec le groupe *Les Républicains* sur le thème de « *la fraude aux prestations sociales* »

Mardi 15 février :

- Rendez-vous sur la question du recrutement, de la main d'œuvre et de la transition professionnelle
- Réunion sur l'emploi et le travail au QG de campagne de Valérie PECRESSE à Paris
- Travail sur les questions de « *contrôle de la dépense publique* »